

RÉFUGIÉS

VOLUME 3 • NUMÉRO 136 • 2004

Reportage photo
**SAHARA
OCCIDENTAL**

S O U D A N

La crise
du

Darfour



UNHCR
The UN Refugee Agency



Rédacteur :

Ray Wilkinson

Edition française :

Mounira Skandrani

Avec la contribution de :

Jennifer Pagonis

Secrétariat de rédaction :

Virginia Zekrya

Iconographie :

Suzy Hopper, Anne Kellner

Design :

Vincent Winter Associés

Production :

Françoise Jaccoud
Romain Léonarduzzi

Gravure photos :

Aloha Scan - Genève

Distribution :

John O'Connor, Frédéric Tissot

Cartes géographiques :

UNHCR - Mapping Unit

Documents historiques :

UNHCR archives

RÉFUGIÉS est publié par le Service de l'information et des relations avec les médias du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par le HCR. La terminologie et les cartes utilisées n'impliquent en aucune façon une quelconque prise de position ou reconnaissance du HCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités.

La rédaction se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les textes et les photos sans copyright © peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source. Les demandes justifiées de photos sans copyright © peuvent être prises en considération, exclusivement pour usage professionnel.

Les versions française et anglaise sont imprimées en Italie par AMILCARE PIZZI S.p.A., Milan. Tirage : 283 700 exemplaires en français, anglais, allemand, espagnol, italien, russe, arabe et chinois.

ISSN 0252-791 X

Photo de couverture : des réfugiés soudanais ont trouvé un abri, certes précaire, mais relativement sûr au Tchad voisin.

UNHCR/B. HEGER/DP/TCO-2004

Dos de couverture : des réfugiés du Darfour dans le camp de Goz-Amer, au Tchad oriental.

UNHCR/H. CAUX/DP/TCO-2004

HCR

Case postale 2500
1211 Genève 2, Suisse
www.unhcr.org



4 Au Darfour, le HCR a une mission particulièrement délicate : protéger les déplacés dans une région où le danger est omniprésent.



19 Là où les forces de l'ONU sont présentes, les Libériens déracinés prennent le chemin du retour. Le HCR a mis en place des projets communautaires pour restaurer les infrastructures et fournir de modestes salaires.



22 Le programme de visites familiales de cinq jours, lancé par le HCR afin de réunir les réfugiés sahraouis et leurs proches restés au Sahara occidental, a créé une vive émotion des deux côtés de la frontière : à chaque fois, des larmes de joie ponctuées d'une certaine appréhension ont précédé le moment tant attendu.

RÉFUGIÉS

N ° 136 - 2004

4 EN COUVERTURE

Dans l'ouest du Soudan, le Darfour a atteint le paroxysme de l'horreur : d'effroyables exactions et violations des droits humains sont perpétrées par les milices *janjawid* qui prennent pour cible d'innocents civils. En dépit de quelques signes prometteurs, l'Afrique continue d'être victime de catastrophes humanitaires créées par l'homme.

PAR KITTY MCKINSEY

12 JE VOUS ÉCRIS DU TCHAD ORIENTAL

Quand humanitaire rime avec défis, grands ou petits, face à l'urgence sur le terrain.

PAR ANNE-KIRSTEN GARBE

15 SIERRA LEONE

Dix longues années d'une violence sans nom continuent de hanter la mémoire d'un peuple désespérément en quête de paix.

PAR ANNETTE REHRL

19 LIBÉRIA

Le cauchemar n'est pas vraiment fini, mais plusieurs milliers de Libériens déracinés ont décidé de prendre le chemin du retour pour reconstruire leur pays et lui offrir un nouvel avenir.

PAR FERNANDO DEL MUNDO

22 SAHARA OCCIDENTAL REPORTAGE PHOTO

Au cœur du désert, l'émotion est au rendez-vous lorsque des familles séparées depuis près de trois décennies se retrouvent grâce à un programme de visites familiales initié par le HCR. Témoignage en images.

PAR SUZY HOPPER

30 ENTRE GUILLEMETS

31 À NOS LECTEURS

RÉFUGIÉS aimerait avoir votre opinion.



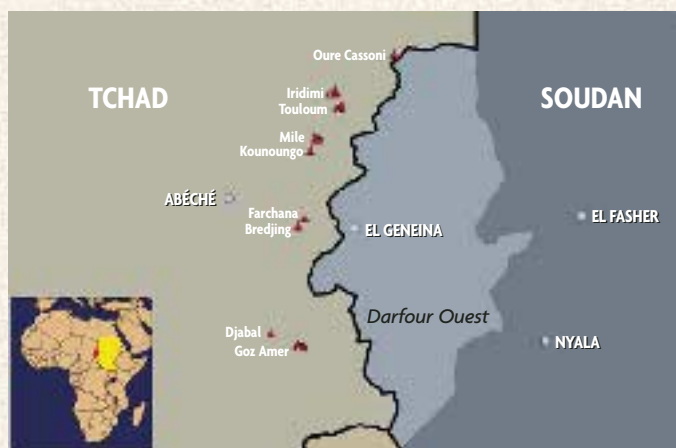
DARFOUR

Urgence

humanitaire



“Des cavaliers armés ont sauvagement tué, violé et pillé avant de mettre le feu aux habitations...”

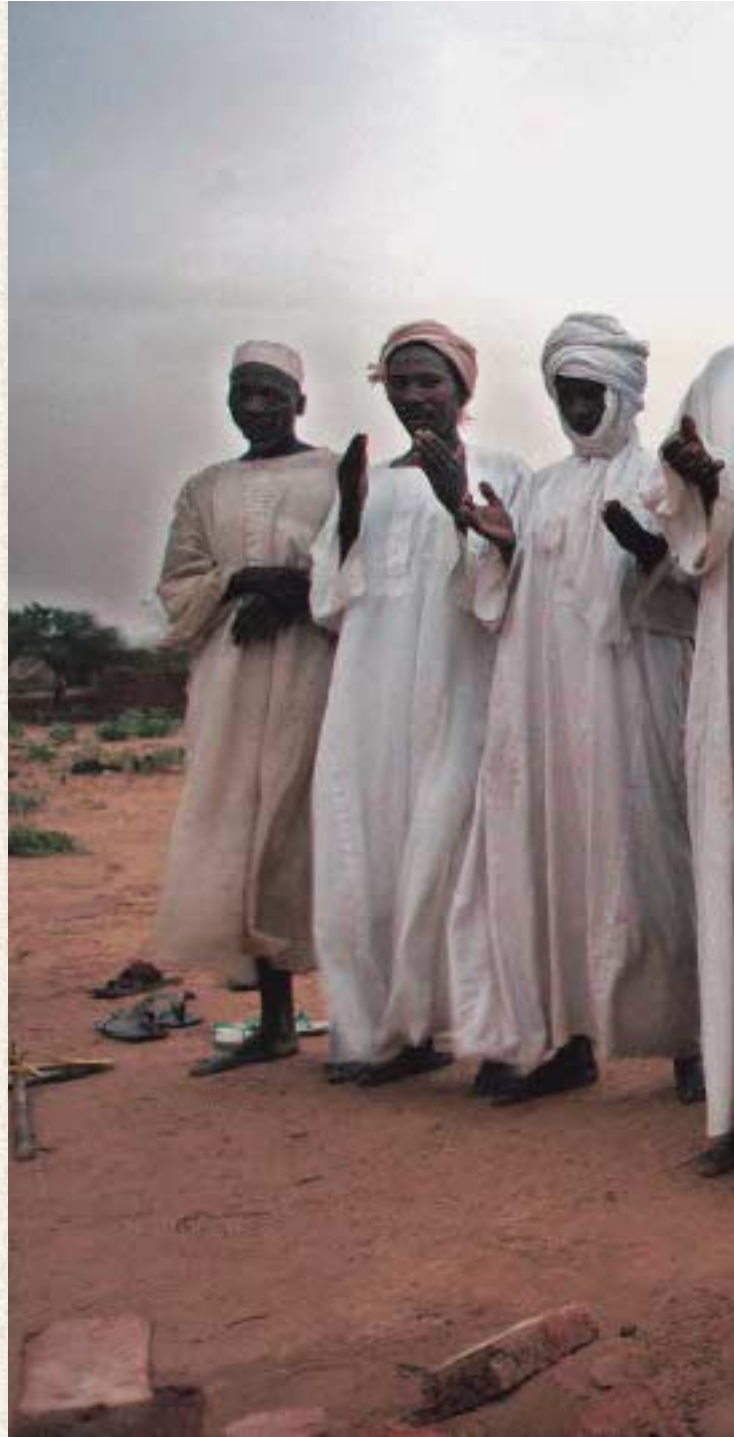


par KITTY MCKINSEY

UN SEUL COUP D'ŒIL au campement de la famille de Babiker Yahya suffit à résumer l'ampleur de la tragédie du Darfour, dans l'ouest du Soudan, où souffle un vent de terreur et de mort, de violence et de destruction. A 70 ans, le patriarche vit avec cinq membres de sa famille dans une minuscule hutte en chaume surmontée d'un toit à pignon. Douze autres membres de sa parenté occupent deux petits espaces à quelques mètres de là. De simples enclos à ciel ouvert, plantés dans le sable, d'à peine un demi-mètre de hauteur, guère plus grands qu'une table de petit-déjeuner en Occident, et dont les « murs » en branchages ne semblent là que pour marquer un semblant de territoire dans l'immensité du désert. A la saison des pluies, quand des trombes d'eau s'abattent au milieu de la nuit, les 18 membres de la famille Yahya se réfugient dans une maison en briques un peu plus solide, serrés les uns contre les autres, en attendant la fin de l'orage.

Et pourtant, la ferme des Yahya n'est qu'à quelques kilomètres de là et elle est intacte. Mais le vieil homme et ses proches préfèrent rester dans le misérable camp de déplacés de Dorti qui a poussé aux portes d'El Geneina, la principale ville du Darfour. Ce seul détail en dit long sur le drame qu'ils ont vécu : comme plus d'un million d'autres paysans victimes d'un déferlement de violence qui ravage la région depuis 18 mois, donnant lieu à des scènes d'une horreur sans nom, ils ont été chassés de leur village de Shariken par des cavaliers armés qui ont sauvagement tué, violé et pillé avant de mettre le feu aux habitations.

Babiker, vieil homme émacié et barbu, vêtu d'un kaffan défraîchi et coiffé d'une calotte blanche, a enterré trois



“ILS ONT PRIS MON ENFANT QUE JE PORTAIS SUR LE

de ses voisins tués lors de ce raid. Il se considère comme un miraculé, car il a échappé de justesse à la mort... “Je me suis trouvé nez à nez avec un type à cheval, explique-t-il. Il a pointé son fusil sur moi. Je l'ai vu viser et appuyer sur la gâchette, mais le coup n'est pas parti. J'en ai profité pour me sauver.”

Sa maison n'a pas été incendiée, mais il a compris le message : Shariken est désormais zone interdite. “Je n'y retournerai pas, les Arabes me tueraient.”

UNE CATASTROPHE CRÉÉE PAR L'HOMME

Au moment où le Sud-Soudan semblait enfin s'acheminer vers la paix après 21 ans de guerre civile, la perspective du retour de 500 000 habitants de cette région, ré-

Des proches se recueillent devant le corps du petit Ali, un an, mort de malnutrition dans un camp de fortune à El Geneina.



M. LONGARINI/AFR/GETTY IMAGES/DF/SBN/2004

DOS. QUAND ILS ONT VU QUE C'ÉTAIT UN PETIT GARÇON, ILS L'ONT TUÉ SOUS MES YEUX.”

fugés dans les pays voisins, est éclipsée par l'embrassement du Darfour, une région désertifiée, grande comme la France, située dans la partie occidentale du plus vaste pays d'Afrique.

L'ONU a qualifié la crise du Darfour comme étant actuellement la pire catastrophe humanitaire au monde. Nul doute, mais n'oublions pas qu'elle a été créée de toutes pièces par l'homme. D'effroyables exactions et violations des droits humains sont inlassablement perpétrées par les milices *janjawid* qui prennent pour cible d'innocentes victimes au sein de la population civile.

Les scènes d'horreur décrites lors de nombreux témoignages se ressemblent toutes : les *janjawid* font irruption dans un village à bord de camionnettes, à cheval ou

à dos de chameaux, armés de fusils pouvant tirer jusqu'à 600 coups par minute. Les hommes sont massacrés, le bétail, seule fortune des habitants du Darfour, est volé, les maisons sont pillées. Et, ultime coup de grâce, pour que les victimes n'aient plus jamais envie de revenir, les miliciens violent systématiquement les femmes et incendient les habitations, ne laissant derrière eux que cendres et ruines.

Le Darfour s'est largement vidé de sa population. Les paysans chassés de chez eux – une bonne moitié des 1,7 million d'habitants que comptait le territoire – s'étaient installés dans de misérables camps de fortune à la périphérie des principales villes de la région. A la mi-août, il y avait déjà quelque 180 000 réfugiés du Darfour au Tchad voisin, où



LE HCR A UNE MISSION PARTICULIÈREMENT DÉLICATE : PROTÉGER LES DÉPLACÉS DANS

le HCR a ouvert des camps pour accueillir la plupart d'entre eux.

Le gouvernement soudanais dit vouloir combattre les rebelles de l'Armée de libération du Soudan et du Mouvement pour la justice et l'égalité, qui ont pris les armes en février 2003 pour protester contre ce qu'ils considèrent comme une marginalisation économique du Darfour par Khartoum.

AU-DELÀ DE L'HORREUR

Les terres dévastées du Darfour ont été le théâtre de scènes de violence défiant l'imagination délirante d'une super-production hollywoodienne.

Hawa Ishaq, jeune femme d'une vingtaine d'années, était sur le point d'accoucher quand les *janjawid* ont attaqué son village de Kaileik, à l'ouest du Darfour. "Ils m'ont

tellement battue que j'ai perdu mon bébé", confie-t-elle, le visage en larmes. Elle s'enfuit alors avec son premier né encore en bas âge, et son mari dont les bras étaient cassés. Mais ses malheurs ne s'arrêtent pas là : l'enfant décède peu après leur arrivée dans la ville de Kas.

Kaltoum Haroun, une autre habitante de Kaileik, raconte elle aussi le cauchemar qu'elle a vécu : "Ils ont pris mon enfant que je portais sur le dos. Quand ils ont vu que c'était un petit garçon, ils l'ont tué sous mes yeux. J'ai voulu l'emmener avec moi pour l'enterrer, mais je n'ai même pas pu prendre son corps dans mes bras. Ils ont aussi tué mon mari et mon frère. J'ai dû abandonner leurs corps aussi. Qu'est-ce que je pouvais faire d'autre ?"

Comme si cela ne suffisait pas, ses agresseurs lui ont pris ses vêtements, et c'est toute nue qu'elle a dû marcher neuf heures durant jusqu'à Kas pour se mettre plus ou



F. ZIZOLA/MAGNUM PHOTOS/DFP/SDN/004

arrivés et ont massacré presque tout le monde.”

Ses fils ont réussi à s'échapper in extremis. “Les *janjawid* ont fait irruption à cheval dans la ville. J'étais assis par terre avec mes deux filles. Ils les ont tuées à bout portant. Toutes les deux. L'une était mariée, l'autre encore jeune fille. Puis ils m'ont tiré dessus.” Il montre une impressionnante cicatrice sur son bras droit : la balle est entrée dans l'avant-bras et ressortie près de l'épaule. Après le départ de ses agresseurs, il a arrêté l'hémorragie et soigné sa blessure avec des emplâtres d'écorce d'arbre. Il pleure ses filles disparues, bouleversé par la violence aveugle qui s'est abattue sur son pays. “Je n'avais rien à voir dans tout ça. Je n'étais qu'un simple paysan.”

Amina Mohammed, 39 ans, a six enfants. Assise à même le sol, enroulée dans une robe et un voile rose vif, elle raconte comment elle est arrivée dans le camp de déplacés de Kalma, au sud-est de Nyala, dans le sud du Darfour.

“Un jour, des *janjawid* sont entrés chez nous et nous ont tiré dessus. Ils ont tué presque tout le monde, cinq hommes, tacatac”, dit-elle, imitant les tireurs. “Ils ont tué cinq de mes frères : ils ont tué Yousef, Yahya, Houssein, Bakr et Adam. Il ne me reste plus qu'un seul frère, aujourd'hui.”

Les rescapés racontent leur drame d'un ton presque neutre, comme s'il ne les concernait pas. Peut-être sont-ils encore sous le choc. Peut-être ont-ils tant souffert qu'ils n'arrivent même plus à pleurer, ou peut-être ont-ils une telle volonté de survivre qu'ils préfèrent oublier.

De nombreux Soudanais préfèrent affronter le désert pour se réfugier au Tchad plutôt que de rester au Darfour où ils risquent à tout instant d'être victimes de la folie meurtrière qui s'est emparée de la région.

UNE RÉGION OÙ LE DANGER EST OMNIPRÉSENT.

moins à l'abri. Comble de malheur, le seul enfant qu'elle avait pu sauver du massacre, une petite fille, est morte dans le camp de déplacés où elle s'était réfugiée.

Kaltoum n'a que vingt ans, mais elle a vécu plus de drames que bien des personnes en toute une vie. Se remariera-t-elle un jour ? Face à l'absurdité de la question, elle répond aigrement : “Moi, me marier ? Jamais ! Et même si je le voulais, où est-ce que je vais trouver un mari ? Ils ont tué tous les hommes.”

Ainsi, les *janjawid* ne tueraient-ils que les hommes et pas les femmes ? Ismaël Abdel Karim, 62 ans, n'est pas de cet avis. “Ils ne font pas de différence, lance-t-il avec rage. Hommes, femmes, ça leur est égal.” Il se souvient très précisément du jour où son village a été attaqué : le 10 mars 2004. “On était des gens sans histoires. Qu'est-ce qui leur a pris ? Nous étions là, tranquilles, et ils sont

UNE MISSION PRESQUE IMPOSSIBLE ?

La vie a toujours été rude ici. Les gens de la région en ont l'habitude. Mais pour le HCR et les autres organisations humanitaires qui y travaillent, cet environnement est particulièrement hostile. Nul arbre à l'horizon dans ce désert où les températures peuvent atteindre 55 degrés. Les orages saisonniers transforment les camps des déplacés en bourbiers, rendant impraticables des routes déjà en piteux état.

Sous la pression internationale, le Soudan a accepté le soutien des agences humanitaires. Mais même la distribution de l'aide s'avère une tâche à la limite du possible.

Le HCR a une mission délicate : protéger les déplacés dans une région où le danger est omniprésent. En effet, sur le plan de la sécurité, une carte actuelle du

Darfour établie par l'ONU divise la région en trois zones : dangereuses, très dangereuses et extrêmement dangereuses. Une pléthore d'obstacles entrave les efforts déployés par les organisations humanitaires pour secourir les victimes du Darfour. Mais il est difficile de dire si cela est délibéré ou non.

Vers le milieu de l'année, au terme d'interminables tergiversations, la question de l'octroi de visa pour les humanitaires est finalement résolue, mais des restrictions administratives empêchent toujours l'importation de véhicules et de matériel de communication indispensables à leur travail. Les difficultés sont partout. Une ONG médicale a raconté que sa cargaison de médicaments a été bloquée à Port Soudan pendant trois mois. Le conteneur en métal est resté dehors par des températures de 50 degrés. Quand il a enfin été récupéré, il a fallu détruire 70% de son contenu. Le gouvernement a certes promis de faciliter l'accès au Darfour, mais en juillet, il fallait encore, pour chaque visite dans un camp de déplacés, obtenir une autorisation spéciale.

IDENTITÉS ETHNIQUES

Bien que les différentes identités ethniques n'aient jamais été une réelle source de tension au Darfour – il y a de cela à peine une génération, les nomades arabes qui voulaient se sédentariser pouvaient s'intégrer aux Fours, tribu d'Africains noirs, en devenant des agriculteurs – les habitants du Darfour sont tous convaincus qu'ils sont pris pour cibles en raison de la couleur de leur peau (la religion ne pose pas de problème puisque ces deux groupes de population sont de confession musulmane).

Un déplacé du camp de Kalma affirme que son village et ses habitants ont été agressés "pour une question

Quelles que soient les motivations initiales de leurs agressions, les *janjawid* ne ratent pas une occasion de se faire la part belle des butins dont ils s'emparent. Faki Abdel Karim, 53 ans et père de huit enfants, était l'homme le plus riche de son village dans les environs de Wadi Saleh, dans l'ouest du Darfour. Il énumère méthodiquement tout ce qu'il a perdu : "Ils ont tué six membres de ma famille et tué quatre enfants chez mon frère. Ils ont volé 30 vaches et 20 chèvres, quatre ânes et une carriole, emporté 25 sacs de farine et deux balances, une grande et une petite. Le pillage fait aussi partie de leurs objectifs." Ils lui ont même pris sa bicyclette de handicapé – il a perdu l'usage de ses jambes il y a six ans, suite à un autre raid.

Al Nour Adam sait également ce que c'est d'avoir tout perdu. Ce paysan de 52 ans, originaire du village d'Adar, a été dépouillé de tout : chevaux, vaches, moutons, poulets, provisions de grains et économies de toute une vie, 150 000 dinars soudanais (577 dollars), une petite fortune dans ce pays. Il vit aujourd'hui dans le camp de Riyadh et travaille à El Geneina comme manœuvre occasionnel. Il gagne de 200 à 300 dinars par jour, soit environ un dollar, à peine de quoi assurer deux plats de gruau quotidiens à sa femme et à ses neuf enfants.

L'un des aspects les plus dramatiques du conflit est le recours au viol comme tactique de guerre. En juillet, un rapport d'Amnesty International a révélé que les femmes du Darfour sont régulièrement violées par les milices arabes qui poursuivent une « politique systématique destinée à humilier un peuple et à anéantir son tissu social ». L'organisation a déclaré avoir interviewé des centaines de femmes qui ont été violées dans leurs villages ou kidnappées pour servir d'esclaves sexuelles, des fillettes d'

“LES FEMMES DU DARFOUR SONT RÉGULIÈREMENT VIOLÉES PAR LES MILICES ARABES ET À ANÉANTIR

de couleur, de couleur de peau”, précise-t-il en tirant sur la peau de sa main. “Ils nous ont attaqués parce que nous sommes Four, à cent pour cent Four”. Darfour signifie « pays des Four ». “Ils hurlaient : on va vous tuer, on va prendre vos femmes, on n'épargnera personne. On va vous achever jusqu'au dernier, parce que vous êtes noirs”, confirme sa voisine.

Kaltoum Haroun, la jeune femme de 20 ans dont le mari et le fils de quatre ans ont été tués sous ses yeux, est persuadée que les *janjawid* visent particulièrement les enfants mâles. “Ils disent que plus tard ils risquent de devenir des Tora Bora. Nous, on ne sait même pas ce que ça veut dire ! On n'a jamais vu de Tora Bora”, dit-elle d'un ton perplexe. Il s'agit en réalité d'un surnom donné par les *janjawid* aux combattants de l'Armée de libération du Soudan, par allusion au célèbre camp retranché d'Al-Qaida en Afghanistan. De leur côté, les victimes des violences parlent indifféremment de *janjawid* ou « d'Arabes » pour désigner leurs agresseurs – *janjawid* étant en réalité une déformation locale d'un terme arabe désignant à l'origine « cavalier » et qui signifie approximativement « cavalier à cheval armé d'un fusil ».

peine huit ans ont été enlevées et leurs mains et leurs jambes ont été brisées pour les empêcher de s'enfuir.

“Ils entraînent les femmes à l'écart et les ramènent le lendemain”, confie au HCR une jeune mariée de 19 ans originaire de Kaileik. Et ils les violent ? Elle éclate d'un rire amer. “Evidemment ! Comme s'ils allaient se gêner !” Mais combien de victimes ? Elle hausse les épaules d'un air las : “Oh, beaucoup... beaucoup trop, on ne peut même plus les compter.”

Babiker Yahya, le patriarche du camp de Dorti, raconte que son village a été attaqué il y a un peu plus de neuf mois. “Ils ont violé nos femmes. Toutes sont tombées enceintes, et maintenant elles ont accouché.”

Mariam, 46 ans, mère de neuf enfants, vit aujourd'hui à Kas. “Ma fille de 17 ans a été violée par deux *janjawid*, raconte-t-elle en la présentant aux employés du HCR. Oui, ils ont violé les jeunes filles et les autres. Ils les ont emmenées dans la montagne. Quand ma fille est rentrée le lendemain, elle était femme.” Autrement dit, elle n'était plus vierge. Son autre fille, 15 ans, a subi le même sort.

Mariam dit que maintenant plus personne ne voudra les épouser. Elle est triste, bien sûr, mais insiste sur le fait

que ce n'est pas de leur faute, qu'elles ne doivent pas avoir honte. Son mari, très pieux, a été bouleversé, mais il n'a pas répudié ses filles, comme c'est parfois le cas dans les sociétés musulmanes conservatrices. "Qu'est-ce qu'il peut faire ? Il n'y a personne pour nous protéger. Alors il accepte, il fait avec, c'est tout."

DES CONDITIONS INHUMAINES

«Faire avec» : les déplacés vivant dans ces camps misérables n'ont pas le choix, mais ils ne se laissent pas abattre. Ceux qui en ont encore la force bricolent des huttes avec les moyens du bord, les plus chanceux ayant trouvé des bâches en plastique pour se protéger. Les abords des sites sont devenus de gigantesques latrines à ciel ouvert et l'arrivée des pluies déverse des torrents d'immondices dans les camps. Les habitants ne peuvent pas se laver. Les médecins redoutent l'arrivée d'épidémies comme le choléra, « et le pire reste à venir », préviennent les humanitaires.

La malnutrition, qui atteignait déjà dans la région des proportions « alarmantes », selon une source de l'ONU, toucherait aujourd'hui de 20 à 25% de la population du Darfour. Un médecin africain travaillant pour une organisation humanitaire internationale estime que l'état de santé des déplacés est « désastreux ». Kofi Annan a déclaré que les habitants des camps vivent dans des conditions inhumaines : ils manquent de nourriture, de logements, d'eau, de médicaments et de tous les autres articles de première nécessité.

En juillet, les organisations humanitaires ont commencé à distribuer des vivres, à creuser des latrines, à organiser le ravitaillement en eau et les services médicaux dans les camps de fortune. Le HCR envisage de travailler avec des ONG locales pour offrir un soutien psycholo-

Or, même les camps de déplacés ne sont pas vraiment sûrs. Les *janjawid* rôdent tout autour dans la journée et font des descentes pendant la nuit, raffinant sans cesse la cruauté de leurs méthodes. Les hommes du camp de Krinding à El Geneina ne veulent plus sortir chercher du bois ou de l'eau par crainte d'être tués. Les femmes et les jeunes filles ont dû y renoncer pour ne pas être violées. Quant aux femmes âgées, envoyées en dernier recours, elles ont été agressées à leur tour, et trois d'entre elles ont eu leurs organes génitaux mutilés.

LES LIMITES DE LA RÉSISTANCE

En dépit de leur extraordinaire capacité d'endurance, les déplacés sont à bout de forces. La dimension de l'horreur qui les entoure a dépassé les limites de leur résistance. Les habitants de Wadi Saleh ont été victimes de trois raids entre septembre et novembre de l'année dernière avant de décider de s'enfuir. "La première fois que les gens du gouvernement et les *janjawid* sont venus, on s'est réfugiés dans la montagne et on est descendu pour les récoltes, raconte Habib Hussein, 37 ans. La deuxième fois, ils ont tué des gens. On a fui à nouveau puis on est revenu. La troisième fois, on est venu chercher nos affaires, mais ils sont arrivés avec leurs avions, leurs camionnettes et leurs chevaux. Ils ont tué, ils ont violé. Alors on est parti pour de bon." Les promesses de protection du gouvernement ? Lui non plus n'y croit pas.

Replié dans le camp de Riyadh avec ses quatre femmes, ses 16 enfants et 12 autres membres de sa famille, le chef du village de Kera, Ishaq Abdel Salam, 52 ans, est tout aussi pessimiste. "Rien ne peut remplacer la terre où nous sommes nés", explique-t-il, entouré d'un groupe de femmes qui clament haut et fort qu'elles ne veulent pas quitter le

QUI POURSUIVENT UNE POLITIQUE SYSTÉMATIQUE DESTINÉE À HUMILIER UN PEUPLE SON TISSU SOCIAL."

gique et des conseils aux victimes de viol et collabore déjà avec les forces de police de la région afin de protéger les femmes exposées à des risques permanents d'agressions sexuelles à l'intérieur même des camps.

"Il pourrait y avoir des centaines de milliers de morts", prévient Jan Egeland, coordonnateur des Nations Unies pour les secours d'urgence, "si rien n'est entrepris pour mettre un terme au conflit avec les groupes rebelles, pour désarmer et démobiliser les milices responsables des tueries." Mais à la mi-juillet, la situation ne semblait pas avoir beaucoup évolué.

Le gouvernement soudanais a plusieurs fois encouragé les déplacés à rentrer chez eux, leur promettant qu'ils y seraient en sécurité. Mais ces derniers n'accordent aucun crédit à ceux qui, selon eux, n'ont rien fait pour empêcher leur exode forcé.

"Je pense que la population a raison d'être anxieuse et méfiante. Elle veut que des mesures pratiques soient prises pour garantir sa protection. Et tant que ces mesures ne seront pas prises, la population ne pourra pas être certaine que sa sécurité est garantie", a déclaré Kofi Annan lors d'une conférence de presse donnée à la mi-juillet.

camp. "Si je pouvais recommencer une vie normale, j'aimerais mieux être chez moi qu'ici, bien sûr." Il pense que même les casques bleus de l'ONU ne pourront pas rétablir la sécurité au Darfour. "Le pays est vaste, il y a des oueds, des montagnes, des ruisseaux, beaucoup de cachettes. S'ils ne mettent pas des soldats partout, nous ne serons jamais en sécurité."

"C'est dur de trouver de la nourriture et de l'eau ici", ajoute Zahra Abas, 25 ans, qui vit dans le camp de Riyadh avec ses six enfants âgés de un à onze ans. "Il n'y a rien à manger. Nous manquons de tout, mais nous ne bougerons pas. Ici, au moins, on se sent un peu en sécurité. Je ne partirai jamais. Je n'ai aucune envie d'être tuée" conclut-elle, sur un ton de défi.

Hélas, l'Afrique se trouve encore au cœur de tous les défis : à l'heure où des conflits tenaces semblaient sur le point d'être résolus, où des millions de réfugiés pouvaient enfin croire à la réalité de leur retour après des décennies d'exil, force est de constater que l'Afrique continue d'être le théâtre de catastrophes humanitaires qui n'en finissent plus de durer. La tragédie du Darfour vient nous le confirmer. ■

Journal

DU TCHAD ORIENTAL

De mars à début mai 2004, ANNE-KIRSTEN GARBE a fait partie d'une équipe d'urgence du HCR au Tchad oriental, où l'agence aide des dizaines de milliers de réfugiés soudanais fuyant le Darfour. Voici quelques extraits de son journal de bord.

DIMANCHE DE PÂQUES, 11 AVRIL 2004 Abéché

Samedi, 20 heures. Comme d'habitude, nous avons travaillé tard. Et comme d'habitude, malgré la fatigue, nous nous retrouvons dans la cour du bureau autour d'une bière et les restes froids de notre déjeuner. Certains soirs, quelqu'un se dévoue pour les faire réchauffer, mais pas aujourd'hui. L'électricité est revenue et nous avons arrêté le groupe électrogène. Il fait encore chaud, malgré la brise légère qui vient de se lever. Nous sommes tous un peu K.O. – à cause de la chaleur, du bruit incessant du groupe électrogène, à cause aussi des frustrations de la journée. Il faut des heures pour obtenir la moindre communication téléphonique et le courrier électronique ne semble fonctionner que lorsque on est sur le point de balancer son téléphone satellite contre le mur. Mais bon, la bière et le Coca sortent du congélateur et nous avons des provisions de cigarettes. Nous fumons beaucoup trop. Mais en ce moment, notre santé est un peu le cadet de nos soucis.

Voilà à quoi ressemble la «fièvre du samedi soir» pour la petite équipe du bureau du HCR à Abéché, au Tchad oriental. Pourtant, ce n'est pas un jour comme les autres. Demain, c'est Pâques, et nous avons décidé que, pour une fois, nous ferions la grasse matinée. Personne au bureau avant 8 heures ! Le grand luxe, en somme. Nous n'avons pas eu un seul jour de congé depuis notre arrivée, et toutes nos journées se ressemblent – dimanche, mercredi, Pâques ou pas Pâques, c'est du pareil au même.

Quand nous nous retrouvons le lendemain matin devant les deux petites maisons que nous occupons, nous

réalisons que nous étions tous réveillés depuis six heures. Mais personne n'a osé bouger, «grasse matinée» oblige. En fait, la chaleur est tellement insupportable qu'il est impossible de dormir longtemps après le lever du soleil. Il y a l'électricité de 7 heures du soir à 5 heures du matin et nous avons des ventilateurs, mais des sèche-cheveux auraient le même effet.

Nous nous mettons en route, soulagés de pouvoir enfin aller au bureau, l'air y étant bien plus supportable que dans ces petites baraques en béton, et encore plus heureux d'avoir pu prendre une douche avant que l'eau ne soit coupée (évidemment, je ne parle pas du malchanceux – il y en a toujours un – qui s'est laissé surprendre le corps et la tête recouverts de savon).

Nous sommes tous logés au même endroit. Nous prenons tous nos repas en commun au bureau, car nous n'avons pas de cuisine. Nous sommes donc ensemble qua-

La nuit, après une longue journée passée dans les camps de réfugiés le long de la frontière entre le Tchad et le Soudan, Yvan Sturm, chef de l'équipe du HCR, consulte ses e-mails sur son portable au moyen d'un téléphone satellite.



UNHCR/H. CAUX/07/TCO-2004

UNHCR/H. CAUX/DFP/TCO-2004



“LA PLUPART DES TENTES ONT LA COULEUR DU SABLE, AVEC LEQUEL ELLES SEMBLANT SE CONFONDRE. LES TENTES NEUVES SONT TOUTES BLANCHES... DU MOINS POUR L’INSTANT.”

siment 24 heures sur 24, mais nous nous entendons remarquablement bien.

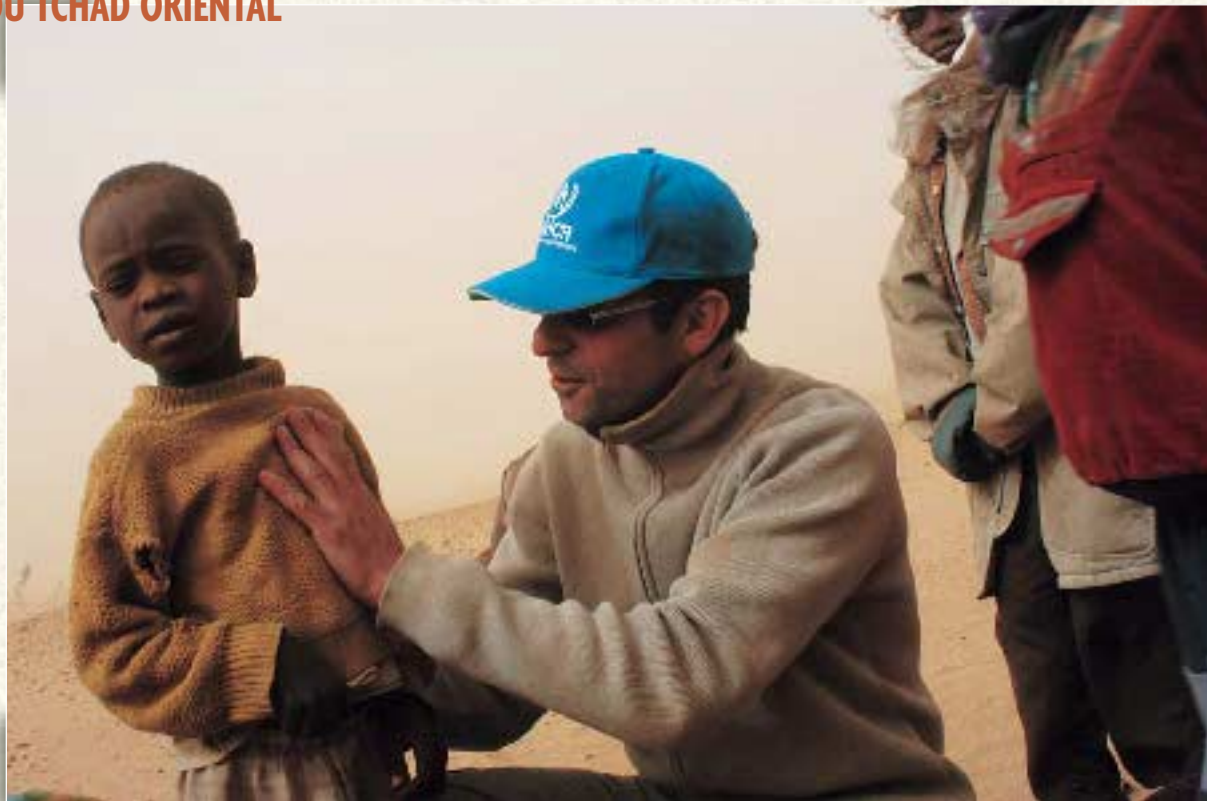
Sur le chemin du bureau, nous faisons comme toujours une halte chez le boulanger, qui place nos pains dans un sac en plastique dès qu’il nous aperçoit. C’est un rituel – pas besoin de paroles. En prévision du festin de ce matin, nous avons acheté une douzaine d’œufs au marché pour faire une omelette, la première. Pas de chance : le onzième œuf est pourri et voilà notre omelette fichue. Mais nous sommes bien décidés à profiter de ce petit déjeuner, malgré tout. Alors nous avalons sans broncher nos tartines, grains de sable compris, nous vantons le goût inimitable du lait en poudre et nous jurons que *La vache qui rit* est vraiment, mais vraiment, notre fromage préféré. Bref, nous rejouons la scène matinale habituelle – simplement une heure plus tard.

Les petits déjeuners sont, avec les pots après le travail, nos seuls moments de détente, de bavardages et de fous rires. La journée et son lot de petites catastrophes n’ont

pas encore commencé. Peut-être qu’aujourd’hui tout n’ira pas de travers ? Nous imaginons tout haut ce que nous mangerions si nous étions chez nous. Et nous finissons forcément par parler de ce qui nous manque, comme le cinéma. Nous venons juste d’apprendre qu’un film canadien a obtenu un Oscar.

Nous parlons souvent de montagne, de neige, de lacs, de bains de mer et de plongée sous-marine. Pas étonnant, avec cette chaleur et cette sécheresse. Car trouver de l’eau pour les gens et les animaux s’avère être l’une des difficultés majeures de notre opération au Tchad. Pour l’instant, les puits des six camps ne fournissent pas assez d’eau pour couvrir les besoins des réfugiés et des nouveaux arrivants qui ne cessent d’affluer. Mais nous savons aussi que, dans deux ou trois mois, il va tellement pleuvoir que nous ne pourrions plus les installer. Cette chaleur sèche nous écrase comme une chape de plomb. Elle doit être encore beaucoup plus pénible pour les habitants des camps et les réfugiés massés à la frontière.

Tchad : en pleine tempête de sable, un employé du HCR aide ces Soudanais venant d’arriver à porter leurs sacs jusqu’à un camion du HCR qui les conduira au camp de Touloum, près d’Iriba, au Tchad oriental.



UNHCR/H. CAUX/09/7CD-2008

“CHACUN FAIT DE SON MIEUX, MAIS NOUS NE POUVONS PAS TOUT FAIRE EN MÊME TEMPS...”

Cette famille de Soudanais est tout juste arrivée au Tchad oriental. Un membre de l'équipe du HCR est à ses côtés.

1^{ER} MAI 2004, Farchana

Midi. La chaleur devient carrément suffocante. Le thermomètre frôle les 50 degrés. De la petite colline où nous sommes montés, nous voyons l'immense cité de toile de Farchana, le premier camp ouvert par le HCR pour les Soudanais réfugiés au Tchad. La plupart des tentes ont la couleur du sable, avec lequel elles semblent se confondre. A notre gauche, quelques tentes neuves, toutes blanches pour l'instant – c'est-à-dire jusqu'à la prochaine tempête de sable. Elles ont été montées la semaine dernière pour accueillir les réfugiés qui ne cessent d'affluer en provenance de la frontière. Le camp était prévu pour 6000 personnes mais, fin avril, il en abritait déjà 8000, et il en arrive d'autres tous les jours, à pied ou en car.

Nous descendons y faire un tour. Les réfugiés – des femmes pour la plupart – sont bien organisés et souriants, malgré ce qu'ils ont subi. Ils nous disent qu'ils apprécient les abris, la nourriture, l'eau et tout ce que nous faisons pour eux. Mais pourraient-ils avoir un peu de sel, du sucre, du thé et quelques légumes ? Nous promettons de nous en occuper.

En passant devant un point d'eau, nous voyons une longue file bigarrée de femmes en *thaub* (pièce d'étoffe que les Soudanaises s'enroulent autour du corps) qui, leur jerrycan à la main, patientent en plein soleil. Elles nous racontent qu'elles attendent la distribution d'eau depuis le début de la matinée. Là encore, aucune agressivité. Mais l'approvisionnement en eau prend des proportions d'une criante urgence.

Médecins Sans Frontières travaille d'arrache-pied pour parachever le réseau de distribution d'eau. Mais le débit

ne sera pas suffisant pour assurer la norme minimum de 15 litres d'eau par jour et par personne. Que faire ? Renvoyer les réfugiés vers la frontière ? Impossible – ils risqueraient d'être agressés et dépouillés de leurs maigres biens par les milices qui sévissent dans cette zone frontalière, où ils ne trouveraient d'ailleurs ni eau ni nourriture.

Nous expliquons notre dilemme aux membres du comité du camp de réfugiés, qui se montrent très compréhensifs, comme à leur habitude. Cela nous remonte un peu le moral, mais comment faire abstraction des cadavres d'animaux autour du camp, des arbres et des arbustes abattus et coupés pour faire du bois de feu ou construire des clôtures autour des tentes, comment surtout fermer les yeux sur les enfants qui dorment à même le sol ? Autant de problèmes qui nous taraudent. Le temps presse, les réfugiés continuent d'arriver, le camp déjà surpeuplé ne peut plus accueillir personne, et trouver un nouveau site avant la saison des pluies relève de la mission impossible.

Le soir même, nous avons une discussion houleuse avec nos partenaires opérationnels à propos du problème de l'eau. Vers la fin de la réunion, un collègue se lève, les traits tirés, pour nous soutenir – tout le monde fait de son mieux, mais nous ne pouvons pas tout faire en même temps et nous ne pouvons pas non plus renvoyer les réfugiés d'où ils viennent. Alors, si cela signifie réduire davantage les rations d'eau – et bien c'est ce que nous ferons.

La soirée s'achève. Nous dînons puis nous allons nous coucher. En me glissant entre les draps, je repense à une demande faite aujourd'hui par les représentants des réfugiés : des lits de camp. Pas pour le confort, mais à cause des serpents et des scorpions qui se faufilent sous les tentes la nuit. ■

SIERRA LEONE

“Nous n’oublierons jamais. MAIS NOUS ESSAYONS DE PARDONNER”

Sierra Leone : premiers pas dans une paix retrouvée.

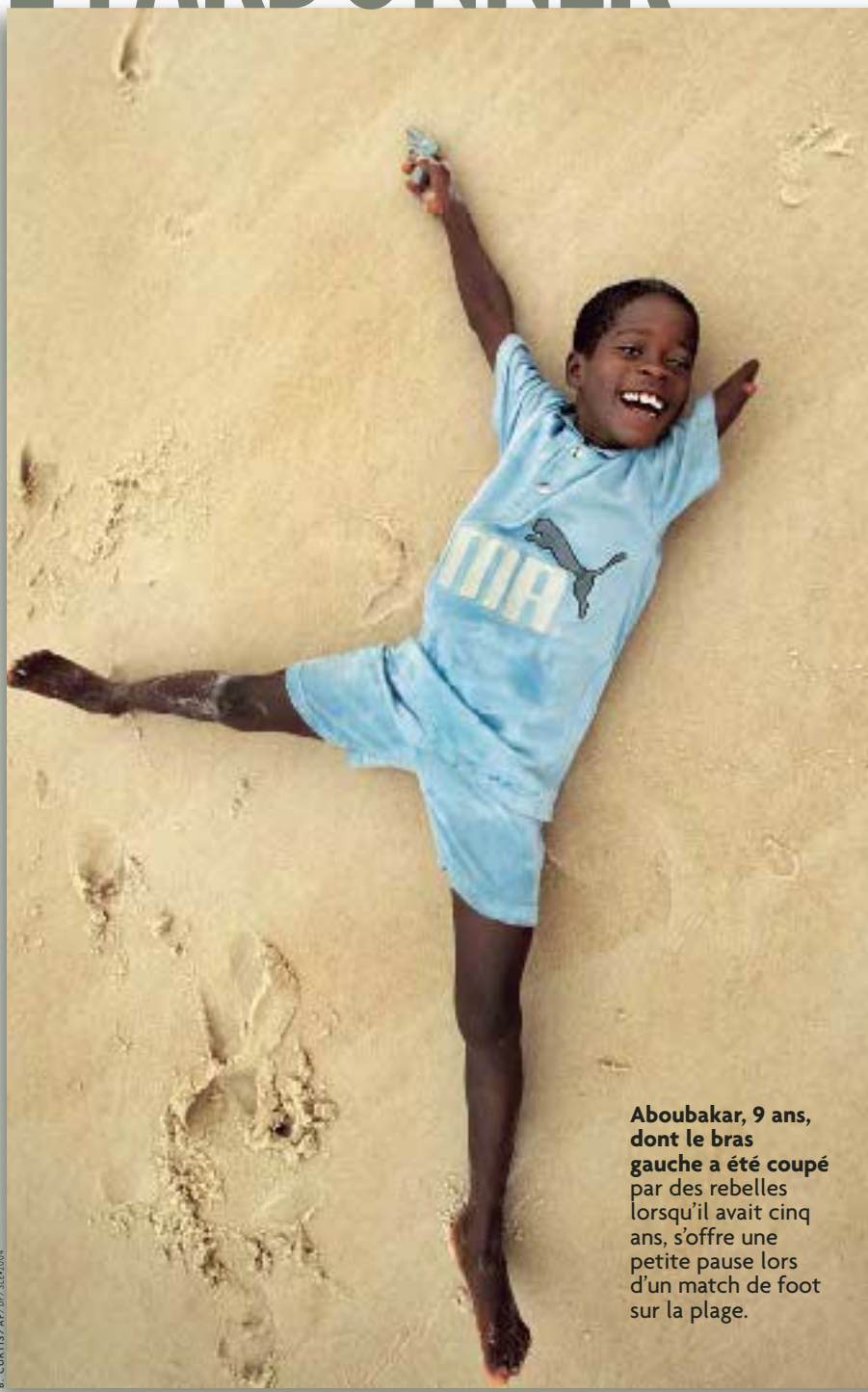
par ANNETTE REHRL

L Y A, SUR LA CÔTE ATLANTIQUE DE L’AFRIQUE, une plage de toute beauté, où les palmiers se balancent sous une douce brise, les enfants chahutent en riant et les chiens se poursuivent sur le sable blanc. A l’horizon, apparaît la silhouette d’un bateau de pêche. L’instant invite au repos, à l’abandon.

Sous l’emprise du charme, un nageur imprudent s’avance dans la mer. Tout à coup, une vague l’emporte au large, le fait tourbillonner puis le rejette brutalement sur la rive. Chaque année, des nageurs expérimentés se noient sur les magnifiques plages de la Sierra Leone, car malgré l’atmosphère paisible, le danger n’est jamais loin. Tout comme, dans ce pays, l’espoir d’un avenir meilleur côtoie chaque jour les indices d’un passé sanglant.

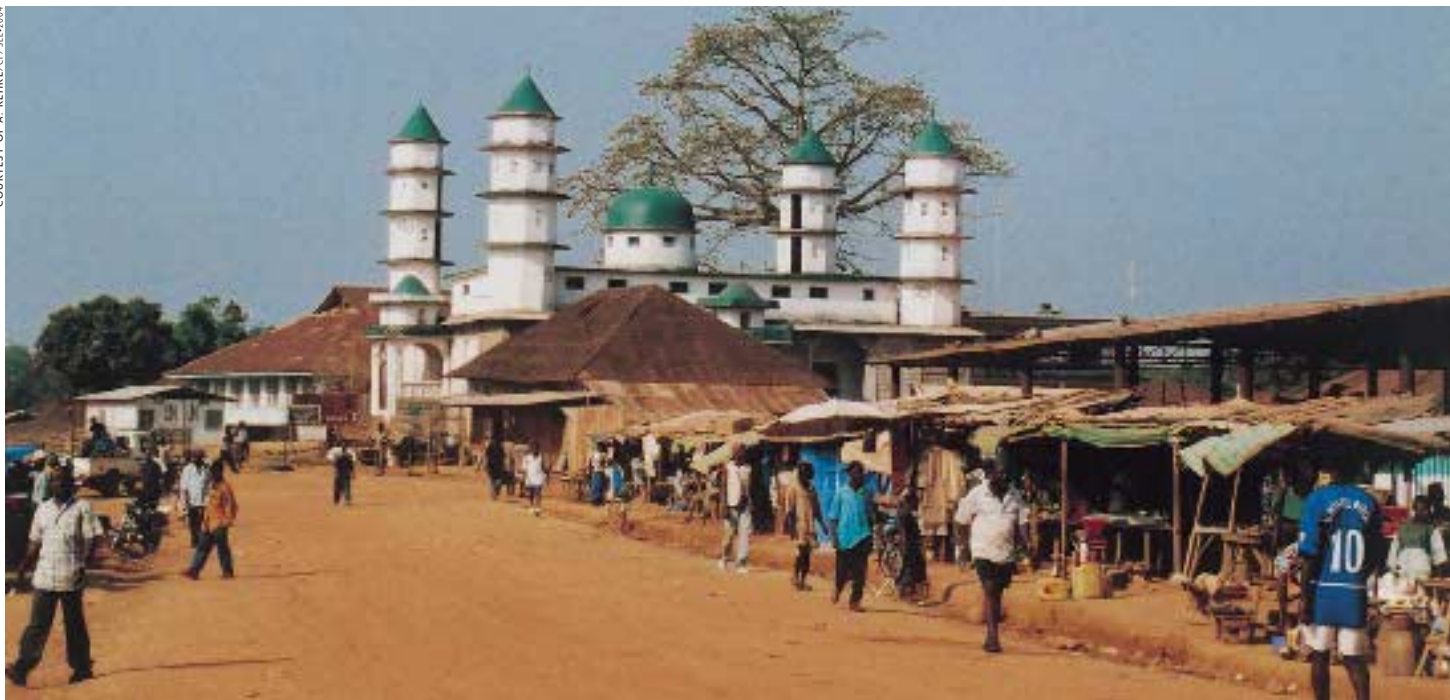
Les apparences peuvent être trompeuses. Comment savoir si ce jovial commerçant du centre-ville de Freetown n’est pas un criminel de guerre qui a massacré des innocents durant la guerre civile de 1991 à 2002 ? Impossible, à moins de rencontrer l’un des anciens enfants soldats qui ont combattu pour le Front révolutionnaire uni. Vous découvrirez alors que cet enfant, ainsi que beaucoup d’autres, a été enlevé par cet homme au visage souriant. Vous découvrirez aussi qu’en 1998, quand il n’avait que sept ans, ce même homme l’a forcé à assister au meurtre de ses parents, puis lui a posé sur la tête un sac rempli du butin d’un récent larcin en lui ordonnant de le suivre.

“A chaque fois que je le vois, il me salue, raconte avec indignation Suleïman, aujourd’hui âgé de treize ans. Je ne veux même pas le regarder dans les yeux, nous savons tous les deux par quoi nous sommes passés. Mais lorsque je ne peux vraiment pas l’éviter, je le salue en retour. On nous a dit de nous réconcilier. La guerre est finie, dit-il à la fois soulagé et résigné. Mais les coupables devraient être jugés, ajoute-il. Ils nous ont infligé d’énormes blessures et ne nous ont appris qu’à faire du mal.”



Abou Bakar, 9 ans, dont le bras gauche a été coupé par des rebelles lorsqu’il avait cinq ans, s’offre une petite pause lors d’un match de foot sur la plage.

B. CURTIS/AP/09/3162004



“DANS LA SIERRA LEONE DE L'APRÈS-GUERRE, ON RETROUVE LES CADAVRES DE GENS DISPARUS

Quelques-uns des présumés coupables sont jugés depuis mars 2004 par le Tribunal spécial pour les crimes de guerre en Sierra Leone.

Entre-temps, David Crane, l'un des procureurs, n'a toujours pas mis la main sur certains des criminels les plus recherchés.

“Ce tribunal spécial n'est rien d'autre qu'un camouflage”, déclare, sceptique, Osman Jalloh, un enseignant de 35 ans. Il a perdu sa famille lorsque son village a été atta-

qué par les forces gouvernementales, des soldats qui chaque nuit changeaient de camp et commettaient des atrocités encore plus horribles que les rebelles qu'ils étaient supposés combattre.

A l'époque, tout était permis. Aujourd'hui, presque tout semble permis.

“Les villageois se souviennent parfaitement de qui a fait quoi durant la guerre”, confie Osman.

C'est pour cela que dans la Sierra Leone de l'après-guerre, il n'est pas rare que des gens disparaissent pendant la nuit et que l'on

retrouve leurs cadavres quelques jours plus tard dans la forêt. Pour certains, il s'agit de justice locale en cette période de procès officiels, pour d'autres, simplement d'actes de vengeance.

UNE LUEUR D'ESPOIR

Plus à l'est, en pleine forêt, à la frontière guinéenne, la petite ville de Kailahun apparaît comme un centre débordant d'activité. Entre les restes d'une architecture coloniale jadis resplendissante, des hommes discutent sur le

pas de la porte, des jeunes garçons apprennent le Coran par cœur. Les troupes pakistanaises de la MINUSIL (Mission des Nations Unies en Sierra Leone) ont pris part à la reconstruction de la mosquée de la ville et de la salle de réunions. « Islamabad : 8909 km » signale un panneau routier au centre-ville, tandis que d'autres panneaux affichent, le long des trois rues principales, le nom de la plupart des ONG et organismes internationaux opérant dans le pays. Presque chaque immeuble abrite une agence humanitaire. La population de Kailahun est une mosaïque de rapatriés, de déplacés, d'anciens combattants et de locaux.

Ces gens ont depuis longtemps perdu leurs biens et leurs proches. Ils ont perdu confiance et leur honneur a été bafoué. Tous ont été atteints dans leur chair et touchés dans leur fierté pendant cette guerre, mais ils gardent malgré tout la tête haute et conservent leur dignité. Tous sont à la recherche d'un nouveau départ, en quête d'une lueur d'espoir.

L'espoir est aussi présent chez les nouveaux arrivants sierra-léonais rapatriés au centre de transit de Kailahun. Après avoir passé 13 ans dans des camps de réfugiés de l'autre côté de la rivière, en Guinée, ils ont finalement décidé de retourner chez eux. Le HCR en a déjà aidé environ 30 000 à se réinstaller.

Par cette douce journée tropicale, près de 90 rapatriés débarquent le long de la rivière Moa après une traversée à bord d'embarcations mises à leur disposition par le HCR.

“Bienvenue chez vous !” annonce une voix tonitruante dans le mégaphone.

Un enfant s'est perdu dans la foule et fond en larmes. Un employé du HCR le prend par la main et le conduit vers le convoi où se trouve déjà sa mère. Lorsqu'elle monte à bord du camion, le garçon la retient par la jupe et, de toute la « hauteur » de ses quatre ans, pose son premier regard sur sa patrie.





PENDANT LA NUIT... JUSTICE OU VENGEANCE ?

Un peu plus tard, une autre famille arrive dans le centre de transit de Kailahun, avec deux chaises, quatre sacs de riz et sept baluchons. Les parents sont venus avec leurs trois enfants, tous nés dans un camp de réfugiés près de la ville de Kissidougou, en Guinée.

“C’est tout ce que vous avez ?”

– Oui”, disent-ils, sans compter les matelas, lampes à kérosène, ustensiles de cuisine et gobelets fournis par le HCR.

“Comment allons-nous emmener tout ça dans notre village ?” demande le mari, l’air désespéré. Sa femme, plus pragmatique, donne d’abord à manger à son cadet puis, son dernier né sur le dos, met le peu qu’ils possèdent à l’ombre. Elle empile les sacs, aligne les chaises et place les objets domestiques par-dessus. Son mari l’observe, à la fois admiratif et rassuré car comme par miracle tout a l’air plus ordonné. Mais le problème n’est pas résolu : comment transporter tout cela jusqu’à leur village qui se trouve à plus de 200 km ? Premiers pas dans une nouvelle vie...

UN MONDE INSOLITE

Dans cette paix fraîchement retrouvée, beaucoup de Sierra-Léonais doivent tout reconstruire, tout recommencer. Ils ont perdu dix ans mais ce qui compte à présent, c’est l’avenir. Et dans ce contexte tout aussi insolite que nouveau, d’anciens combattants côtoient des criminels de guerre, des enfants soldats saluent leurs bourreaux d’hier, des amputés croisent leurs anciens tortionnaires.

“Si le garçon qui m’a coupé le bras va en prison, on peut parler de justice”, dit en colère, Siad Mansaray, 45 ans. Il vit dans le camp des mutilés de guerre d’Aberdeen, en attendant d’être relogé. “Mais même s’il va en prison, cela ne me rendra pas mon bras.”

Ce père de quatre enfants a perdu son bras droit quand les rebelles du Front révolutionnaire uni ont commencé à amputer leurs compatriotes afin de les empêcher de voter pour le Président Ahmed Kabbah. Même si le gouvernement s’emploie à construire des quartiers entiers de logements gratuits pour les amputés, ces derniers ne sont pas satisfaits. “Ils nous donnent une maison, mais comment survivre ? J’étais fermier. Comment je vais travailler la terre avec seulement un bras ? Dois-je donner des briques à ma famille au lieu de riz ?”

Quant aux jeunes amputés, ils sont confrontés à un avenir des plus sombres. En effet, même ceux qui sont qualifiés et ont échappé aux mutilations ne trouvent pas de travail.

“C’est le même véhicule, le même conducteur, les mêmes passagers, et nous ne faisons que tourner en rond.” C’est ainsi qu’un membre des forces armées sierra-léonaises résume la situation dans son pays. “Rien n’a changé. Il n’y a pas assez de nourriture, pas d’emploi, pas d’électricité. Je me demande pourquoi nous sommes battus pendant dix ans. La paix c’est bien, mais que voulez-vous qu’on en fasse de la paix, si on n’a pas d’avenir ?”

C’est certes une question à laquelle le gouvernement doit encore répondre.

Le mot « taudis » serait trop faible pour décrire la misère dans laquelle vivent les soldats sierra-léonais et leurs familles, surtout ceux de la campagne. Certains camps de réfugiés pourraient être classés cinq étoiles comparés aux logements de ces familles qui essaient désespérément de survivre, en attendant des jours meilleurs.

Ibrahim, 20 ans, a été un enfant soldat. Aujourd’hui, il habite dans un centre pour jeunes non accompagnés et déplacés. Il a commis des atrocités sans nom durant la guerre et ses nuits sont hantées par les fantômes du passé.

La mosquée de Kailahun a été entièrement reconstruite...

...et sa petite gare fait office de centre de transit pour les rapatriés.



B. CURTIS/AP/DP/ALÉPHI

“TOUS ICI CHERCHENT UN NOUVEAU DÉPART, UNE LUEUR D’ESPOIR À LAQUELLE S’ACCROCHER.”

Premiers pas dans une paix retrouvée : ce jeune garçon passe devant une affiche pour un centre de réhabilitation portant l'inscription : « pas de prospérité pour les cœurs mauvais. »

“Je vois des gens terrorisés, s'enfuir en hurlant pour tenter de m'échapper” confie-t-il. Chaque matin, il se réveille trempé de sueur.

“Si je retourne dans mon village, je suis fini. Je connais mon peuple et ils me connaissent. En Afrique, on n'oublie pas.”

Craignant pour sa vie, il n'a pas participé aux programmes de démobilisation, désarmement, réintégration et réhabilitation. Il n'a obtenu aucun soutien psychologique et n'a pas la moindre qualification professionnelle. Ibrahim n'est pas l'un des milliers de menuisiers ou tailleurs ayant bénéficié de ces programmes. Lui, ce qu'il veut, c'est aller à l'école pour apprendre à lire et à écrire, quitter la Sierra Leone et vivre dans un autre pays avec l'aide de la MINUSIL qui a mis en place un programme de protection pour les anciens enfants soldats. Même s'il est adulte aujourd'hui, il a une chance d'en faire partie, car il a commis ces atrocités quand il n'était qu'un enfant.

Ibrahim vit terré dans la peur. Ceux qui l'ont enlevé il y a 12 ans alors qu'il en avait à peine huit, qui l'ont contraint à tuer, incendier et piller, qui ont injecté de la cocaïne dans ses plaies ouvertes, n'ont pas été punis. Du moins, pas encore.

LA VIE CONTINUE

Pendant que les Sierra-Léonais réapprennent à vivre ensemble, près de 7500 réfugiés libériens font eux aussi, dans le camp de Tobanda, près de Kenema, l'apprentissage de la cohabitation avec l'ennemi d'hier. Ils participent à des ateliers et s'occupent des enfants qui ont été enrôlés par les forces armées, ces mêmes enfants qui ont peut-être tué leurs proches au Libéria. Car la vie doit continuer.

Des anciens enfants soldats jouent au foot et se bousculent dans une bruyante mêlée. Des jeunes filles se promènent en tee-shirts arborant des slogans contre la vio-

lence domestique. Les autres habitants du camp se demandent avec inquiétude ce que leur réserve l'avenir.

Un imam de 72 ans, qui a passé trois mois caché dans la forêt, ne cesse de répéter : “Tous tués” et “Dieu est grand”. Il a fui avec ses seuls vêtements. Au camp de Toboda, on lui a donné un Coran et depuis, il passe son temps à réciter des sourates et à ressasser ses souvenirs des attaques rebelles sur son village. « Tuer » est le mot qui revient le plus souvent. « Survivre », celui qu'il préfère.

Traumatisés, les nerfs à vif, les réfugiés ont besoin d'une attention toute particulière.

“Nous tenions à faire partie de l'administration du camp, car nous voulions aider notre communauté” explique Tigan Mansaray, 76 ans, membre du conseil des aînés. “Au début, nous avons dû réduire les tensions. Lorsque les gens sont frustrés, la tension monte. La plupart des agressions ont été provoquées par des insultes, des humiliations, confie-t-il. Les réfugiés sont mortifiés de vivre dans de telles conditions. Alors, nous avons essayé de les calmer, et ça a marché. Maintenant, ils ont compris qu'ils peuvent cohabiter. Nous appartenons à différentes tribus, mais ici dans le camp nous nous entendons bien. Même les anciens enfants soldats s'entendent entre eux. Ils s'adaptent à un environnement qui les rassure. C'est encourageant pour le futur du Libéria. Dès que nous retournerons chez nous, nous témoignerons pour nos communautés. Nous voulons retourner parmi les nôtres.”

pris qu'ils peuvent cohabiter. Nous appartenons à différentes tribus, mais ici dans le camp nous nous entendons bien. Même les anciens enfants soldats s'entendent entre eux. Ils s'adaptent à un environnement qui les rassure. C'est encourageant pour le futur du Libéria. Dès que nous retournerons chez nous, nous témoignerons pour nos communautés. Nous voulons retourner parmi les nôtres.”

VAINCRE LES DÉMONS DU PASSÉ

Mais la situation dans toute l'Afrique de l'Ouest, en Sierra Leone plus particulièrement, demeure incertaine. Une incertitude que l'on peut lire dans le regard de chacun. Les dix ans de massacres, de destructions et de mutilations sont encore dans les mémoires, même si les gens désirent ardemment la paix.

“Comment en êtes vous arrivés à un tel degré de violence et de cruauté ?” demandent les personnes de passage. “Nous ne savons pas, répondent-ils. Nous devons nous réconcilier. Nous voulons nous réconcilier. Nous n'oublierons jamais. Mais nous essayons de pardonner.”

Lorsque les dernières troupes de la MINUSIL se retireront en décembre 2004, nous saurons si cette détermination à vaincre les démons du passé l'emportera. Ce sera alors au tour de cette société qui, ayant ressurgi de ses cendres et ouvert une nouvelle page de son histoire, de prouver aux autres et à elle-même que la guerre peut avoir un effet de catharsis. Que l'horreur d'une décennie de tueries ne doit pas se répéter, que les programmes de rééducation dans les camps de réfugiés peuvent offrir la possibilité d'une coexistence pacifique. Et que, si elle en a la volonté, l'humanité peut réécrire sa destinée. ■

ANNETTE REHRL est une journaliste indépendante basée à Berlin et l'auteur d'un livre sur la Sierra Leone, publié en 2004 en collaboration avec le HCR.

LIBÉRIA

Une prière pour la paix dans LE « PAYS DE LA LIBERTÉ »



A quand la fin du cauchemar libérien ?

par FERNANDO DEL MUNDO

EN 1989, LORSQUE CHARLES TAYLOR amorce un soulèvement au Libéria, Dama Kamara s'enfuit en Guinée pour se mettre à l'abri dans un camp de réfugiés. Quatre ans après, elle retourne chez elle à Sarkannedou, un village près de Voinjama, dans la région politiquement instable de Lofa, au nord du Libéria, mais elle est de nouveau acculée à l'exil en Guinée, des hommes armés ayant mis le feu aux cabanes des villageois.

En février 2004, Dama a 40 ans lorsqu'elle regagne le Libéria avec son mari, un agriculteur, et leurs cinq enfants,

dans l'espoir d'un retour, définitif cette fois-ci : "Je prie pour que Dieu nous protège, pour que les combattants déposent leurs armes, sinon la paix ne reviendra jamais."

Mais Dama aura besoin de bien plus qu'une intervention divine pour reconstruire sa vie. Le pays a été dévasté par 14 ans d'une guerre civile sans trêve et sans pitié. Les villes et les villages sont en ruines ou envahis par la forêt. Pour certains, les interminables pluies de la mousson sont le symbole des larmes versées par Dieu sur ce cauchemar qui semble s'éterniser.

Aujourd'hui, beaucoup d'autres manifestent leur optimisme en retournant au pays après la fuite du responsable de leurs malheurs, Charles Taylor, contraint à l'exil

**Les Libériens
revenus de Sierra
Leone découvrent
leurs villages en
ruines.**

LIBÉRIA

au Nigéria en août 2003 suite au putsch des rebelles dans sa résidence présidentielle de la capitale, Monrovia. Depuis, des milliers de Libériens sont peu à peu rentrés chez eux, les réfugiés en provenance des camps en Guinée, Sierra Leone et Côte d'Ivoire, et les déplacés regagnant leurs foyers à l'intérieur du pays. D'autres réfugiés libériens sont revenus du Nigéria et du Ghana par la mer, à bord d'embarcations de fortune, au péril de leur vie.

Après le départ de Taylor, un accord de paix a été élaboré au Ghana, mettant fin à une guerre ayant coûté la vie à 200 000 personnes et déraciné près d'un million d'autres. En vertu de cet accord, un gouvernement transitoire a été mis en place pour ce pays de 2,6 millions de personnes. Des élections sont prévues pour octobre 2005. Les rebelles du LURD (Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie) et du MODEL (Mouvement pour la démocratie au Libéria) ont signé cet accord.

UN ENGAGEMENT DE TAILLE

Par la suite, la Mission des Nations Unies pour le Libéria (MINUL), forte de 15 000 hommes commence à se déployer. Un programme de désarmement, démobilisation et réintégration à l'échelle nationale est mis en œuvre. Depuis juillet dernier, quelque 60 000 combattants ont rendu les armes et ont été installés dans des cantonnements.

« Cette forme d'intervention des Nations Unies au Libéria est la première de cette envergure depuis l'explosion du conflit en 1989, explique Moses Okello, délégué du HCR au Libéria. C'est un engagement de taille pour la communauté internationale que de veiller à ce que le conflit soit résolu une fois pour toutes et à ce qu'il ne s'embrase pas à nouveau. »

Mais, ajoute-t-il, « le drame du Libéria ne peut pas se résumer à ces 14 dernières années de violence. Ses problèmes ont surgi dès sa création en 1847, en tant que ré-

LA DESCENTE AUX ENFERS

Le cauchemar a commencé 133 ans après la création du Libéria, quand le sergent Samuel Doe entre en scène en 1980 et exécute le Président Samuel Tolbert Junior. Doe lui-même est assassiné dix ans plus tard, lors de la rébellion fomentée par Taylor et son Front national patriotique du Libéria (NPFL). Même avant que Taylor – prisonnier échappé des Etats-Unis devenu par la suite ministre libérien de l'Economie – ne devienne président du Libéria, le NPFL s'était déjà fragmenté et l'Afrique de l'Ouest a, dès lors, changé à tout jamais.

C'est un Taylor victorieux et animé d'un redoutable esprit de vengeance qui se tourne alors vers la Sierra Leone, point de ravitaillement des forces de maintien de la paix pour l'Afrique de l'Ouest qui tentent d'éviter un bain de sang provoqué par les troupes du NPFL à Monrovia après le meurtre de Doe. Avec ses alliés du Front révolutionnaire uni, conduit par Foday Sankoh et Sam Bokarie, alias Mosquito, ils plongeront la Sierra Leone dans la violence et le chaos pendant dix ans. L'arrivée des Anglais et des forces de maintien de la paix des Nations Unies y ont mis un terme, il y a deux ans.

Le long de la luxuriante frontière entre la Sierra Leone et le Libéria, diamants, drogue et bois permettent de financer la « sinistre saga taylorienne » dans cette région politiquement fragile. Les milices libériennes et de jeunes soldats traversent des frontières perméables pour acheter et revendre en toute liberté armes et butins de guerre. Des conflits localisés sensuivent, entraînant les réfugiés dans un tourbillon de folie meurtrière.

Puis un conflit interne éclate en Côte d'Ivoire, longtemps considérée comme un pays modèle, symbole d'espoir pour l'Afrique. Cette crise déstabilisera plusieurs pays du continent. Une mutinerie avortée se transforme finalement en véritable rébellion en septembre 2002. Des

“LES LIBÉRIENS SONT PROFONDÉMENT TRAUMATISÉS. ILS ONT VU TELLEMENT D'HORREURS. ILS DOIVENT REDÉCOUVRIR LE GOÛT DE VIVRE, LES PETITES JOIES DE CHAQUE JOUR, LE SENS DE LA FÊTE.”

publique indépendante, avec l'arrivée de la Société américaine de colonisation... Les Libériens ont besoin d'accepter leur identité libérienne. Une partie de la population garde le contrôle de la vie économique et politique du pays et continue à *penser américain*, se tournant essentiellement vers l'Amérique, au détriment du reste de la population.”

Le Libéria, « Pays de la liberté », a été créé par des esclaves affranchis afro-américains, qui ont promulgué une constitution inspirée du modèle américain. Malgré une grande diversité ethnique, la plupart de la population parle l'anglais-libérien. Il y a une pointe de distinction dans l'air, particulièrement dans la jolie ville portuaire de Harper, à l'est, lorsque les autochtones saluent les étrangers dans la rue. Harper a du cachet et compte une demi-douzaine d'églises datant de la période d'avant la guerre de Sécession dans le sud des Etats-Unis, comme un instantané tiré du film « Autant en emporte le vent ». Une grande partie du territoire est recouverte d'une forêt tropicale dont les cimes forment une voûte grandiose et majestueuse.

guerriers libériens sont alors enrôlés par les factions ivoiriennes en guerre et Taylor aurait fourni des gardes du corps à feu le général ivoirien Robert Guei.

A Harper, les organisations humanitaires tentent de réunir les témoignages d'un massacre perpétré aux environs de Freetown, un village libérien près de la frontière ivoirienne. Ils rapportent que des troupes hélicoptérées ont atterri dans la région en août dernier, tuant 359 habitants des villages qui avaient fourni des combattants libériens au gouvernement ivoirien. Les cadavres auraient ensuite été jetés dans des fosses communes. Mais il n'a pas été possible d'approfondir l'enquête, les forces de l'ONU n'ayant pas été déployées dans cette zone. Ces témoignages, quoique non confirmés, soulignent toutefois l'insécurité dans laquelle vivent les Libériens et leurs craintes quant au climat d'impunité qui règne dans le pays.

RENTREZ CHEZ SOI

Là où les forces de l'ONU sont présentes, les réfugiés



S. DAS/AP/DP/1882/03

prennent le chemin du retour en provenance de camps situés dans les pays voisins qui accueillent 350 000 Libériens. Des déplacés internes sont revenus d'un vingtaine de sites abritant quelque 300 000 d'entre eux. Le HCR a prévu de commencer les opérations de rapatriement en octobre. Entre-temps, l'agence a mis en place des projets communautaires pour restaurer les infrastructures et fournir de modestes salaires.

D'autres organisations humanitaires se sont jointes aux Nations Unies. A Sarkannedou, *Peace Wind Japan* a commencé à reconstruire les écoles avec le soutien financier du HCR. Les travailleurs japonais ont aussi distribué des kits d'abris aux 700 familles parmi les plus démunies, et ont restauré les systèmes d'adduction d'eau et les équipements sanitaires. Les alentours de Gbarnga et Voinjama, dans le nord des régions de Lofa et Bong, ont attiré des réfugiés en dépit de la carence de structures. "Nous manquons affreusement de tout", confie Ester Walker, le maire de Gbarnga qui a improvisé un bureau au pied d'un arbre.

Des milliers de Libériens sont aussi revenus de Côte d'Ivoire, dans la région de Harper, où ils ont ouvert des cantines et des échoppes. Le Conseil danois pour les réfugiés a commencé à restaurer les dispensaires et les écoles. Le projet « un dollar par jour », permettant la réparation des routes et des canaux ainsi que celle du phare du port, crée des petits emplois pour les habitants de Harper. Le Comité international de la Croix-Rouge distribue des coutelas et des semences aux fermiers, dans le cadre d'un programme destiné à faciliter le retour à une vie normale pour les réfugiés.

"Les Libériens sont profondément traumatisés. Ils ont vu tellement de morts, de femmes violées, de maisons pillées. Ils doivent redécouvrir le goût de vivre, les petites joies de chaque jour, le sens de la fête", estime Marc Beuniche du CICR.

FIN DU CAUCHEMAR ?

Quelques leaders rebelles se sont excusés publiquement pour leur participation au conflit – des hommes comme Joshua Blaye, auparavant connu sous le nom de général *Butt Naked* (« Cul-nu ») parce qu'il était à la tête d'une bande de combattants nus des pieds à la tête, pensant que cela les rendait invincibles contre leurs ennemis armés jusqu'aux dents durant leur guerre à Buchanan, Kakata et Tubmanburg. Il est depuis devenu évangéliste et arpente le pays en vêtements à la mode occidentale.

Bien que Taylor soit parti, ses sympathisants sont toujours là. Les leaders du MODEL et du LURD gardent le contrôle sur leurs bandes dans les campagnes. A Voinjama, des ex-combattants ou sympathisants du LURD usent occasionnellement de leurs revolvers la nuit pour effrayer les gens et piller leurs maisons. Dans les campagnes, ces bandes sont considérées comme de véritables gangsters. Ils portent des maillots de foot, des survêtements de sport américains, des lunettes de soleil à effet miroir, des tenues funky et font des courses de mobylettes. Ils harcèlent les réfugiés aux frontières avec la Guinée et la Côte d'Ivoire et prélèvent un « impôt » aux paysans.

"Taylor n'est plus considéré comme une menace, depuis qu'il n'est plus en contact avec ses précédents comparses au Libéria", explique Okello, venu pour la première fois dans le pays en 1991 et qui a maintes fois frôlé la mort, menacé par la bande de Taylor quand il s'occupait des réfugiés dans les camps. "Cependant, au cours des 14 ans de règne de Charles Taylor, quelques milliers de « petits Taylor » ont vu le jour. Et tant que les conditions économiques et politiques ne s'améliorent pas, ils représentent un réel danger pour l'avenir du Libéria", souligne Okello. En attendant, le Libéria est à bout de forces, fragilisé à l'extrême, et l'on ne peut, à ce jour, éviter de se demander quelle sera sa destinée. ■

Afrique de l'Ouest : des déplacés libériens prennent peu à peu le chemin du retour sous le regard des Forces de maintien de la paix.

Dans le camp de réfugiés de Smarra, près de Tindouf, en Algérie, après des décennies d'exil, El Ghalia rit et pleure en serrant ses mains sur son cœur à l'idée de ses prochaines retrouvailles avec les membres de sa famille restés au Sahara occidental. Les camps portent le nom du lieu d'origine des réfugiés sahraouis.



Le Sahara occidental

Une vive émotion règne depuis quelques mois en plein cœur du Sahara : des familles, séparées depuis trois décennies par le conflit du Sahara occidental, vont pouvoir se retrouver pendant quelques jours grâce à un programme de visites familiales initié par le HCR. Le conflit de souveraineté qui a suivi le retrait de l'Espagne du Sahara occidental en 1975 a contraint quelque 165 000 personnes à chercher refuge de l'autre côté de la frontière, en Algérie. Cet exode forcé a donné lieu à l'une des plus longues crises de réfugiés dans le monde. Vivant depuis 28 ans dans cinq camps isolés, fouettés par le vent, aux alentours de Tindouf, au sud-ouest de l'Algérie, ces réfugiés ont été coupés des membres de leurs familles restés en territoire sahraoui. Lorsqu'en mars 2004, l'agence pour les réfugiés a mis en place ce programme destiné à réunir, cinq jours durant, les réfugiés et leurs proches qui n'avaient pas quitté le territoire, des larmes de joie ponctuées d'une certaine appréhension ont à chaque fois précédé le moment tant attendu. Cette initiative remporte un franc succès : plus de 800 personnes ont déjà effectué le voyage des retrouvailles, tandis que 18 000 autres se sont déjà inscrites pour participer à cette belle et émouvante aventure. Récemment en mission dans la région, notre photographe, SUZY HOPPER, a capturé à l'aide de son objectif les images que nous vous présentons ici.



Au Sahara occidental, dans une rue ombragée de la ville de Smarra, Mohammed Fathil attend fébrilement l'arrivée de ses filles El Ghalia et Aghbanama, et de cinq petits-enfants qu'il n'a encore jamais vus. Comme il n'a été prévenu de leur visite que la veille, il a organisé à la hâte une petite fête en plein air. Les plateaux d'argent chargés de pyramides de figues et d'amandes sont posés sur des tapis aux vives couleurs, et les théières sont alignées devant le patriarche.



A l'arrivée du véhicule de l'ONU à bord duquel se trouvent les membres de leurs familles absents depuis si longtemps, les femmes lancent des youyous et martèlent des rythmes traditionnels sur des bassines retournées en guise de tambours improvisés. Tout le monde s'étreint et s'embrasse en pleurant. On passe à la ronde du lait de chamelle dans de jolis bols en bois, les convives sont aspergés de parfum. Terrassée par la chaleur et l'émotion, une femme s'évanouit.







L'Antonov 26 affrété par la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) va bientôt décoller. De nombreux réfugiés sont anxieux : beaucoup n'ont jamais pris l'avion. Jamal Kawash, chargé du contrôle des mouvements pour la MINURSO fait de son mieux pour les rassurer. Une hôtesse de l'air ukrainienne avertie distribue généreusement des sacs en papier, au cas où...

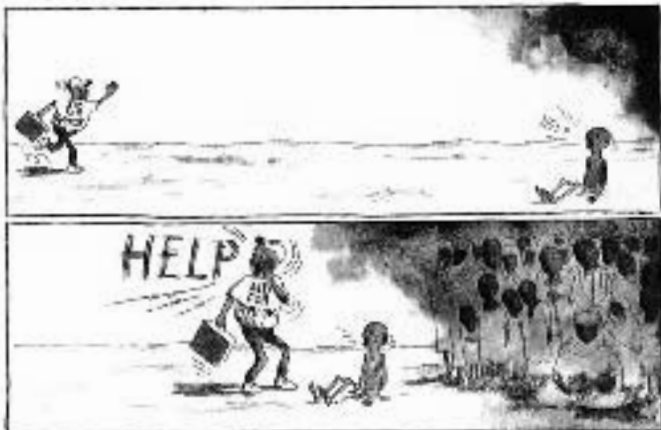






Les cérémonies d'accueil dans les camps des réfugiés recevant leurs parents du Sahara occidental sont tout aussi chaleureuses et émouvantes que de l'autre côté de la frontière. Une foule spontanée s'amasse autour du véhicule de l'ONU, danse et chante tandis que le car est aspergé de parfum. Bloqué, le chauffeur devra demander aux plus enthousiastes de se calmer et de s'écarter de la chaussée.

© THE DAILY TELEGRAPH — 22 JUILLET 2004



“Chacun de ces déplacés doit au plus vite recevoir une ration alimentaire quotidienne. Il leur faut de l’eau, il leur faut des installations sanitaires. Il ne s’agit pas de vœux pieux mais de fournir le strict nécessaire pour sauver 1,2 million de vies.”

Jan Egeland, Secrétaire général adjoint de l’ONU aux affaires humanitaires soulignant au Conseil de sécurité l’extrême urgence de la crise du Darfour, dans l’ouest du Soudan.



“Ces dernières années, près de 5 millions de personnes ont pu regagner leur lieu d’origine ou reconstruire leur vie ailleurs. Ces statistiques représentent pour elles une réalité concrète : la fin de longues années d’exil et la promesse d’un avenir enfin placé sous le signe de l’espoir.”

Le Haut Commissaire Ruud Lubbers, à propos de la baisse significative du nombre de réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR en 2003, chiffre le plus bas depuis au moins une décennie.

“La responsabilité de la folie meurtrière qui a plongé le Rwanda dans un bain de sang n’incombe pas seulement à ceux qui brandissaient les machettes. Elle pèse aussi sur ceux qui n’ont rien fait pour arrêter les massacres.”

Richard S. Williamson, Ambassadeur américain auprès de la Commission des Nations Unies pour les droits de l’homme à Genève.



“Le débat sémantique quant à la question de parler de génocide ou de nettoyage ethnique ne mène nulle part. Le fait est que des milliers de vies sont menacées... et qu’il faut agir.”

John Heffernan, membre d’une équipe de Médecins pour les droits de l’homme, suite à une mission de deux semaines auprès des réfugiés du Darfour.



“Cela m’a fendu le cœur de voir pleurer un homme de l’âge de mon père. Mais cela m’a également beaucoup appris.”

Sulaiman Momodu, assistant au service d’information du HCR, qui a suivi le dernier convoi de rapatriés sierra-léonais en provenance du Libéria.



“Je suis consternée de m’adresser à vous, en tant qu’Iraqienne, pour solliciter votre soutien au lieu d’offrir le nôtre. L’Iraq est un pays riche et je crois qu’avec votre appui nous réussirons à sortir de ce marasme et à redevenir une nation fière, riche et diverse, capable elle aussi d’aider les autres.”

Sorya Isho (Mme Pascale Warda), Ministre iraquienne des émigrés et des déplacés, s’adressant à des donateurs à Amman, en Jordanie.



REFWORLD 2004 est une vaste collection de documents régulièrement mis à jour, recueillis par une équipe spécialisée du HCR auprès des services d’information de ses partenaires dans le monde. A présent disponible sur six CD-Roms* au lieu de quatre, et ce sans frais additionnels, **REFWORLD** est publié deux fois par an.

Les chercheurs peuvent avoir accès à un grand choix de documents relatifs à la question de l’asile même s’ils ne sont pas connectés à l’Internet. Une présentation simplifiée et une structure de navigation pratique permettent un accès rapide à quelque 90 000 documents comprenant des études de pays réalisées par des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des documents relatifs à la politique et aux prises de position du HCR ainsi que des lignes directrices sur les droits des réfugiés.

Plus de 400 instruments juridiques et des centaines de cartes non disponibles sur le site web du HCR peuvent être consultés hors ligne, ainsi que l’intégralité du catalogue de la bibliothèque du HCR comprenant plus de 17 000 références de livres, de magazines sur les réfugiés, d’articles, de comptes-rendus de conférences et le Thésaurus des réfugiés.

Abonnements :

Le volume 12 qui a été publié en juin 2004 et une série réactualisée, enrichie de nouvelles sources d’information, disponible vers fin 2004. La collection complète, composée de deux séries de CD-Roms de **REFWORLD 2004**.

Prix :

- 150 dollars pour les gouvernements, les agences de l’ONU, les institutions académiques, les bibliothèques, les associations du barreau.
- 75 dollars pour les organisations non gouvernementales, les centres de conseil juridique, les particuliers et les avocats spécialisés dans les questions relatives aux réfugiés.

Une réduction de 30% du prix total sera accordée pour toute commande de cinq collections complètes ou plus.

** Configurations requises : PCs équipés de processeurs pentium ou compatible ; 32 Mo de mémoire vive minimum ; Microsoft Windows 98, NT, ME, 2000 ou XP ; Microsoft Internet Explorer 5.x ou supérieur ou Netscape 4.x ou supérieur ; Adobe Acrobat Reader 4.x ou supérieur ; lecteur de CD-Roms. **REFWORLD** est conçu de manière à être utilisé sur un ordinateur autonome.*

POUR EFFECTUER VOTRE COMMANDE OU RECEVOIR DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

HCR

Département de la protection internationale
Section de l’information sur la protection
Case postale 2500 — CH-1211 Genève 2

Tél. : +41.22.739-8142
e-mail : HQPRT1@unhcr.org

Fax : +41.22.739-7344
www.unhcr.org/refworld

A nos lecteurs

Au cours des dernières années, le magazine **RÉFUGIÉS** a été remodelé tant sur le plan du contenu que celui de la présentation. Nous espérons ainsi offrir à nos lecteurs un choix plus étendu et plus approfondi d'articles consacrés à la question des réfugiés ainsi qu'une mise en page plus attrayante.

Aujourd'hui, nous aimerions avoir **VOTRE** opinion. Nous vous serions reconnaissants de prendre un petit instant afin de remplir le questionnaire ci-dessous et de nous le faire parvenir à l'adresse suivante :

Unité des publications du HCR
Enquête magazine **RÉFUGIÉS**
Case postale 2500
1211 Genève 2, Suisse

1. Vous lisez le magazine **RÉFUGIÉS** :

- en entier en grande partie partiellement

2. Utilisez-vous **RÉFUGIÉS** comme source de référence ?

- oui non

3. Combien de personnes lisent les numéros que vous recevez ?.....

4. Que préférez-vous dans ce magazine ?

.....
.....
.....
.....
.....

5. Qu'est-ce que vous aimez le moins dans ce magazine ?

.....
.....
.....
.....
.....

6. Quels sont les articles que vous lisez ? Merci de les classer par ordre de préférence :

- Articles d'intérêt humain, histoires de réfugiés et des personnes qui les aident
- Analyses des principaux problèmes concernant les réfugiés
- Rapports détaillés sur les opérations du HCR dans le monde
- Articles plus brefs sur les problèmes relatifs aux réfugiés en général
- Photo-reportages
- Gens d'ici et d'ailleurs
- Carte du monde
- Entre guillemets

7. Trouvez-vous le contenu d'actualité au moment où vous recevez le magazine ?

- oui non

8. Lisez-vous le magazine sur le site web du HCR ?

- oui non

9. En général, trouvez-vous que **RÉFUGIÉS** est :

- Bien écrit et facile à comprendre ? oui non

- Attrayant et bien conçu ? oui non

Autre
.....
.....

10. Accepteriez-vous de souscrire un abonnement à **RÉFUGIÉS** afin de nous aider à assumer les frais de publication et d'envoi ?

- oui non

11. Que pouvons-nous faire d'autre pour améliorer le magazine **RÉFUGIÉS** ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

12. A quelle catégorie appartenez-vous ?

- Personnel du HCR ONG Gouvernement

- Etudiant Réfugié

Autre

Merci pour votre coopération.